



## **Bruxelles, laboratoire de la mondialisation...**

Documents d'analyse et de réflexion  
Avril 2013  
Rue Maurice Liétart, 31/4 – B-1150 Bruxelles



Avec le soutien de la fédération Wallonie-Bruxelles 

**Centre AVEC ASBL, rue Maurice Liétart, 31/4 – B-1150 Bruxelles**  
Tél. : +32/(0)2/738.08.28 – <http://www.centreavec.be>

## Bruxelles, laboratoire de la mondialisation...

L'idée de cette analyse est née à la croisée de deux champs d'activité : d'une part la réflexion engagée cette année par le Centre Avec sur la mondialisation : « D'une mondialisation dérégulée à une mondialisation juste et solidaire » et, d'autre part notre participation au groupe « Chrétiens solidaires »<sup>1</sup> qui poursuit une recherche sur le thème « Jeunesse, inter-culturalité, précarité à Bruxelles » et, dans ce cadre, a rencontré plusieurs experts dans divers domaines. Il nous est apparu que Bruxelles, lieu d'échange international, ville en pleine extension, cosmopolite et profondément inégale, était un fidèle reflet du monde globalisé, microcosme dans toute l'acceptation du terme, qu'elle pouvait donc servir d'observatoire de la mondialisation dérégulée mais aussi, pourquoi pas, de laboratoire d'une autre mondialisation, juste et solidaire. Nous évoquerons d'abord les grands traits qui font de Bruxelles ce microcosme fidèle ; nous analyserons ensuite de plus près quelques défis ou enjeux particulièrement cruciaux pour l'avenir de la ville et de ses habitants ; nous esquisserons enfin quelques ouvertures possibles et motifs d'espérer.

### Bruxelles, ville mondiale

#### Centre d'affaires

Bruxelles a été de longue date un centre d'affaires vivant et attrayant. Mais le choix qui en a été fait après la Seconde Guerre mondiale comme siège des Institutions européennes et de l'OTAN lui a donné un élan considérable. Autour, en particulier, de la Communauté Européenne s'est développé depuis une trentaine d'années tout un réseau serré de lobbying qui compterait aujourd'hui quelque 3.000 lobbies, employant 15.000 personnes. La plupart de ces lobbies (près de 90%) représentent les milieux d'affaire et une bonne partie d'entre eux ne sont pas très regardants sur les moyens employés. On a pu dire que Bruxelles dispute aujourd'hui à Washington le titre de « capitale du lobbying »<sup>2</sup>. Pour corroborer un peu plus cette image de grand centre d'affaires, nous aimerions mentionner deux faits d'actualité dont l'un est passé inaperçu et l'autre au contraire a fait grand bruit. Entre octobre 2011 et la fin de 2012, un certain nombre de communiqués ont annoncé la venue prochaine, puis l'arrivée à Bruxelles d'entrepreneurs chinois de divers secteurs, principalement de haute technologie, qui envisagent très sérieusement d'installer à Bruxelles un siège de leurs sociétés. Un « incubateur » d'entreprises chinoises serait en préparation ou déjà en fonction à Tour et Taxis<sup>3</sup>. L'autre « événement » est la sortie violente de Didier Bellens, patron de Belgacom, dénonçant l'entrave apportée au développement du réseau 4G de communication par un plan de précaution trop sévère, imposé à la Région par les autorités bruxelloises<sup>4</sup>. Indirectement cette sortie, assez largement appuyée (« Didier Bellens a raison pour le fond »), souligne à quel point Bruxelles est devenu le centre d'un intense

---

<sup>1</sup> La plate-forme « Chrétiens solidaires » a été créée en 2006, à l'occasion du Congrès « Toussaint 2006 ». Présentation et dossier dans *Évangile et Justice*, n° 78, septembre 2006. La plate-forme a aussi organisé deux journées d'étude : en avril 2008, sur l'accueil des sans-papiers dans les Églises (brochure : *Les sans papiers dans les églises. Des communautés chrétiennes s'impliquent*. Centre Avec) et en janvier 2011, sur la pauvreté à Bruxelles (dossier « Intolérable pauvreté. Ensemble pour agir » dans *En Question*, n° 96, mars 2011).

<sup>2</sup> Voir par exemple le site de « Brussels metropolitan » : [www.brusselsmetropolitan.eu/FR/capitale-europe/lobbies-representants-d-interets.php](http://www.brusselsmetropolitan.eu/FR/capitale-europe/lobbies-representants-d-interets.php).

<sup>3</sup> Voir notamment le site du Ministère du Commerce extérieur : [diplomatie.belgium.be/fr/Newsroom/actualites/communiqués\\_de\\_presse/affaires\\_etrangeres/2012/02/ni\\_250212\\_chinese\\_bedrijven\\_belgie.jsp](http://diplomatie.belgium.be/fr/Newsroom/actualites/communiqués_de_presse/affaires_etrangeres/2012/02/ni_250212_chinese_bedrijven_belgie.jsp)

<sup>4</sup> La presse du 30 janvier 2013 et des jours suivants.

réseau de communication, à quel point la bonne performance de ce réseau est vitale pour la bonne marche des affaires. Bruxelles, centre mondial d'affaires donc.

### ***Ville cosmopolite***

Bruxelles est une agglomération urbaine en pleine croissance démographique. Elle atteindrait aujourd'hui 1.130.000 habitants (contre quelque 900.000 au début du siècle). Les étrangers sont à peu près 300.000, mais si l'on y joint les Belges d'origine étrangère, il faut au moins doubler ce chiffre<sup>5</sup>. Ainsi la moitié au moins de la population bruxelloise n'est pas « de souche » belge. Bruxelles a été de longue date un lieu de passage et de rencontre et a accueilli des étrangers de toutes origines (rappelons seulement deux hôtes célèbres, Victor Hugo et Karl Marx). Mais la situation actuelle résulte de ce qu'on pourrait appeler trois types différents d'attraction (motifs « pull », disent les sociologues), qui ont entraîné trois flux et constitué trois populations. Le premier, c'est la concentration à Bruxelles des institutions européennes qui a attiré progressivement une population nombreuse, non seulement de fonctionnaires directement employés dans ces institutions mais d'hommes d'affaires, de lobbyistes, de professionnels de toutes sortes qui s'installent avec leurs familles et dont un certain nombre font souche dans la ville. En général ils gardent leur nationalité d'origine et des liens privilégiés entre eux mais, socialement, ils se distinguent peu des nationaux de même standing professionnel et social.

Le second fut le développement de Bruxelles, après la guerre et surtout à partir des années soixante, qui provoqua un flux de main d'œuvre immigrée, en provenance d'Italie, d'Espagne, de Grèce mais surtout de Turquie et du Maroc. Entre 1960 et 1970, la population étrangère de Bruxelles a presque triplé. Après l'arrêt de l'immigration de main d'œuvre en 1974, elle continue de croître par le biais du regroupement familial. Et surtout cet arrêt a eu pour effet la stabilisation de cette population qui a fait souche et qui, à la faveur d'assouplissements successifs de la législation sur l'accès à la nationalité belge, jouit maintenant majoritairement de cette nationalité. Ce sont surtout les personnes d'origine marocaine et turque qui ont fait ce pas, les Européens y trouvant moins d'avantage. Ces « Belges issus de l'immigration » et leurs familles sont concentrés dans les communes dites de la « petite ceinture », dans des quartiers où ils sont souvent majoritaires et qui portent leur marque propre. La plupart d'entre eux sont musulmans<sup>6</sup>.

Il y a enfin le phénomène plus récent de la reprise de l'immigration, après le gel de 1974 qui a été effectif jusqu'au milieu des années 80. Cette reprise s'est opérée d'abord par le biais de la demande d'asile. En quelques années, les demandes sont devenues plus nombreuses, introduites par des personnes en provenance du monde entier : crise de l'ex-Yougoslavie, événements d'Iran, d'Afghanistan, d'Afrique centrale... Il y a eu aussi l'élargissement de l'Europe. La fiction longtemps maintenue d'un arrêt de l'immigration est aujourd'hui battue en brèche. Les populations issues de ce flux très composite sont particulièrement nombreuses à Bruxelles : Européens de l'Est (Polonais, Roumains, parmi lesquels les Roms...), Africains subsahariens, Latino-Américains (Brésiliens, Equatoriens...). Il y en a un peu partout mais ils se concentrent plus particulièrement dans les quartiers populaires de la petite ceinture où ils rejoignent les descendants de l'ancienne immigration et le Quart Monde belge. Un quartier comme celui de Cureghem à Anderlecht, naguère

---

<sup>5</sup> Voir « Projections démographiques bruxelloises 2010-2020 », *Cahiers de l'Ibsa (Institut bruxellois de Statistique et d'Analyse)*, n° 1 (mai 2010). ([www.ibsa.irisnet.be](http://www.ibsa.irisnet.be)).

<sup>6</sup> Voir le cahier 2 « Population » de *Connaître Bruxelles*, valise pédagogique publiée par le Centre Avec, 2004 et J.M.Faux, *Belges issus de l'immigration*, analyse du Centre Avec, avril 2010. ([www.centreavec.be](http://www.centreavec.be))

massivement marocain, est aujourd'hui en bonne partie devenu africain. Ajoutons enfin qu'une frange significative des nouveaux venus est encore sans papiers<sup>7</sup>.

Voilà la réalité bien complexe que recouvre l'affirmation : Bruxelles, ville cosmopolite. Il apparaît clairement que la – très importante – présence étrangère ou d'origine étrangère à Bruxelles est double ou plus exactement « duale », partagée entre un groupe social de haut niveau professionnel, principalement européen et un autre groupe qui, s'il est composé de deux couches bien distinctes – les Belges issus de l'immigration et les nouveaux immigrés de toutes origines – appartient globalement à ce qu'on peut appeler le monde populaire.

### **Ville duale**

Comme toute grande ville, Bruxelles a connu de longue date un clivage entre quartiers populaires et quartiers plus bourgeois (rive gauche et rive droite du sillon de la Senne). Mais sa physionomie générale jusqu'au début des années 60 était plutôt celle d'une ville de « classes moyennes ». Deux « tendances lourdes » vont se conjuguer, qui changeront profondément le visage de la Région capitale. D'une part « l'exode » progressif d'une partie de la population belge, d'autre part, l'arrivée massive de travailleurs étrangers, bientôt suivis de leurs familles. Cet « exode » ne signifie pas en réalité une décadence de Bruxelles mais un processus d'élargissement de sa banlieue ou agglomération réelle vers une série de communes avoisinantes (Brabant flamand et même, au delà de la Forêt de Soignes, Brabant wallon). Mais le contexte politique de la Belgique a figé, depuis 1947 les limites de ce qui allait devenir la Région de Bruxelles-Capitale. Celle-ci perd donc progressivement un bon tiers de sa population belge. Cet état de fait pèse d'autant plus sur la réalité sociale de la ville que les « émigrants » appartiennent pour la plupart aux couches « moyennes » de la population. D'après une étude préliminaire au *Plan régional de Développement* de 1995 qui distingue les ménages de profil socio-économique élevé, moyen et faible et, dans chacune de ces catégories, les familles et les solitaires, ce sont surtout les familles de profil socio-économique moyen qui quittent la Région<sup>8</sup>. Dans le même temps, les communes de la première ceinture, ou, plus exactement, leurs quartiers les plus « centraux » ont accueilli les travailleurs immigrés et leurs familles y ont grandi, rejoints au fil du temps par toutes les immigrations nouvelles.

Aujourd'hui, la ville-région de Bruxelles capitale apparaît comme profondément inégale. Cette inégalité est inscrite dans l'habitat, elle apparaît à l'évidence à qui prend la peine de se promener un peu ou de prendre un de ces trams qui traversent de part en part la ville-région. Elle peut être vérifiée dans les statistiques (revenus médians, taux d'emploi, etc.). Le revenu médian dans les communes aisées comme Woluwe-St-Pierre ou Uccle est presque le double de celui de St Josse ou de Molenbeek<sup>9</sup>. Le taux de personnes vivant sous le seuil de pauvreté ne cesse de croître. Comme nous espérons le découvrir un peu mieux dans la suite de cette analyse, Bruxelles est une ville riche, productrice de richesse mais peuplée de beaucoup de pauvres – faut-il dire : productrice de pauvreté ? Comme telle, elle apparaît bien comme « observatoire de la mondialisation dérégulée », et cela en deux sens : elle peut être rapprochée d'autres grandes métropoles mondiales qui font aussi se côtoyer

---

<sup>7</sup> Les « primo-arrivants » (c'est-à-dire les personnes arrivées dans les trois dernières années) sont évalués à 110.000 dans la Région de Bruxelles-capitale. Voir Jonathan UNGER, « Profils des nouveaux Bruxellois », *Agenda Interculturel*, n° 311, mars 2013, pp.4-7.

<sup>8</sup> *Plan régional de développement*, 3. « Lignes force », 3.1. « Les perspectives d'évolution de la population ».

<sup>9</sup> Voir « Dossier : les revenus en Région de Bruxelles-capitale », dans *Baromètre conjoncturel de la Région de Bruxelles-capitale*. [www.ibsa.irisnet.be](http://www.ibsa.irisnet.be).

opulence des beaux quartiers et misère des favelas ; elle est surtout le microcosme d'un monde où le fossé ne cesse de se creuser entre un « centre » de plus en plus riche et puissant et une « périphérie » laissée pour compte.

## Enjeux majeurs

Sur le fond de cette vue d'ensemble, nous voudrions cibler plus particulièrement trois enjeux majeurs, trois domaines où le « fossé », l'intolérable inégalité qui traverse Bruxelles se manifeste particulièrement, réclamant d'urgence une action politique et culturelle résolue : l'emploi, l'école et enfin la ville (entendant par là la structure même de la Région de Bruxelles-Capitale et le fonctionnement de ses institutions).

### L'emploi<sup>10</sup>

La région de Bruxelles-Capitale concentre environ 16% de l'emploi en Belgique (pour 10% de la population). Elle offre beaucoup d'emplois « riches », emplois tertiaires très qualifiés et, en même temps, présente une forte proportion d'emplois très précaires. Environ 700.000 personnes travaillent à Bruxelles, mais plus de la moitié sont des navetteurs (34% venant de Flandre, 18% de Wallonie) et 100.000 Bruxellois sont chômeurs ou exclus du travail. Cet état de fait est le résultat des évolutions que nous avons décrites dans la partie précédente : le développement de Bruxelles comme centre d'affaires international, l'histoire complexe de son peuplement (mouvement centrifuge des classes moyennes belges, arrivée, puis établissement de travailleurs étrangers). Le vivier d'emplois ouvriers qui a jadis attiré ceux-ci (construction du métro, bâtiment, etc.) est aujourd'hui tari et leurs enfants, voire petits-enfants, n'ont en général pas franchi le trop grand espace qui les sépare des hautes qualifications. Il y a évidemment là un problème de formation, d'efficacité et d'adéquation de l'enseignement, nous y reviendrons plus loin. Mais le problème est structurel et fonction immédiate de la dualité de la ville, du fossé qui s'est creusé de plus en plus profondément au cours d'une évolution de quarante années entre son haut et son bas, entre son essor de centre d'affaires et son évolution démographique. Il y a une incompatibilité structurelle entre le type d'emplois créé par la ville d'affaires et le potentiel de travailleurs disponible, et les plus actives politiques de formation et de mise au travail ne pourront combler l'écart, en tout cas pas avant longtemps.

Cette situation d'inégalité structurelle est rendue plus sensible et plus dure par plusieurs facteurs plus circonstanciels. Le premier est la discrimination qui, à qualifications égales, continue à frapper les personnes d'origine non-européenne – qu'elles soient ou non de nationalité belge. Cette discrimination est difficile à détecter car elle s'exerce de façon discrète et sournoise. Mais des études répétées démontrent sa persistance<sup>11</sup>. Le deuxième facteur serait le durcissement général du marché de l'emploi dans une économie libéralisée. Le déséquilibre entre l'offre et la demande en la matière – entre les emplois moyennement ou peu qualifiés et le grand nombre de demandeurs – permet aux employeurs d'imposer leurs conditions. Ce sont les emplois précaires évoqués plus haut : salaires qui permettent à peine de survivre, horaires et conditions de travail, instabilité, absence de perspectives... Un

---

<sup>10</sup> Pour cette section de notre analyse, nous nous référons particulièrement à l'entretien de « Chrétiens solidaires » avec Felipe VAN KEIRSBILCK, secrétaire général de la CNE (Centrale Nationale des Employés) et président du Comité régional bruxellois de la C.S.C.

<sup>11</sup> Voir notamment Albert MARTENS et Nouria OUALI (coord.), *Discrimination des étrangers et des personnes d'origine étrangère sur le marché du travail de la Région de Bruxelles-capitale*. Recherche dans le cadre du Pacte social pour l'emploi des Bruxellois. Rapport de synthèse, 2005.

autre aspect de cette situation concurrentielle est ce qu'on pourrait appeler la surqualification : l'engagement de personnes qui ont une bonne qualification dans tel ou tel domaine pour des emplois de manœuvres (et le fait que ces personnes, peut-être, sont bien contentes de trouver au moins cela). Dans ce contexte, il est significatif que la CSC de Bruxelles consacre son premier Congrès à la qualité de l'emploi.<sup>12</sup>

Un dernier facteur serait la faiblesse ou l'inadéquation des politiques d'aide à l'emploi. Ni les bonnes intentions, ni même les louables (et souvent profitables) efforts ne manquent<sup>13</sup>. L'emploi dépend de la Région, par le biais d'Actiris, Office Régional d'aide à l'emploi ; la formation, matière communautarisée, est confiée, côté francophone, à Bruxelles Formation (sous la tutelle de la COCOF). Mais il semblerait que ces organismes soient plus soucieux de l'emploi lui-même, des besoins des entreprises que des personnes à aider. C'est du moins la difficulté que ressentent des travailleurs sociaux, par exemple au sein de la FEBISP (Fédération Bruxelloise d'Insertion Socio-professionnelle) ou – plus spécifiquement encore – du CRACS (Centre Régional d'Appui à la Cohésion Sociale). Dans l'activation des demandeurs d'emploi, il n'est pas assez tenu compte du point de départ, de ces demandeurs eux-mêmes, à la fois dans leurs déficits à combler et dans leurs richesses potentielles. De tous on voudrait faire des « compétitifs méritants ». Et le fossé demeure, voire se creuse encore...

## **L'école**

Nous touchons ici une question très sensible. Des études comparatives répétées montrent depuis des années que le système scolaire belge, en particulier en Communauté française, est un des plus inégalitaires d'Europe. Selon le Rapport comparatif PISA de 2009, l'écart entre les élèves les plus forts et les plus faibles est le plus élevé d'Europe ; et, sans surprise, il est corrélé à l'écart entre les plus nantis et les plus pauvres<sup>14</sup>. Ce serait le résultat du libre choix de l'école par les parents (en même temps que le reflet fidèle de la structuration de l'habitat). Depuis des années, la Communauté française est préoccupée de corriger cette inégalité et c'est dans ce sens que veulent aller les « Décrets Inscription » qui soulèvent tant de protestations et dont il est trop tôt pour espérer déjà observer les effets.

En ce qui concerne la population pluri-ethnique des quartiers populaires de Bruxelles, le problème est sans doute plus spécifique. Il a commencé à se poser dès le début de la stabilisation de l'immigration et de la constitution des familles dans les années septante. On dénonçait dès cette époque l'écart qu'il y avait entre la culture familiale et l'école. On n'a cessé depuis de déplorer sur tous les tons l'incapacité de l'école à combler l'écart mais il faut bien constater que celui-ci demeure – avec toutes les nuances que la complexité croissante du monde populaire pluri-ethnique vient y ajouter. Le problème le plus immédiat est la connaissance de la langue de l'enseignement : beaucoup d'enfants abordent l'école élémentaire sans presque en connaître un mot... (et ce n'est pas seulement le cas dans les

---

<sup>12</sup> Ce premier Congrès du Comité Régional bruxellois de la CSC a eu lieu le 18 avril 2013.

<sup>13</sup> Nous nous référons ici aux entretiens de « Chrétiens solidaires » avec Pierre DE VLEESHOUWER, directeur de la FEBISP (Fédération Bruxelloise d'Insertion Socio-professionnelle) et avec Alexandre ANSAY, responsable du Centre Régional d'Appui à la Cohésion Sociale (CRACS).

<sup>14</sup> PISA (Programme international pour le suivi de l'acquis des élèves), *Rapport 2009*. On peut en trouver un commentaire sur le site du SEGEC (Secrétariat National de l'Enseignement Catholique : [enseignement.catholique.be/segec/fileadmin/DocsFede/Etude/Resultats\\_PISA\\_2009.pdf](http://enseignement.catholique.be/segec/fileadmin/DocsFede/Etude/Resultats_PISA_2009.pdf)). Pour cette section, nous nous référons à l'entretien avec Noëlle DE SMET, enseignante retraitée, engagée dans le Mouvement Socio-pédagogique *Changements pour l'Égalité*.

familles de primo-arrivants). Certains observateurs pensent même qu'avec les années, le degré moyen de connaissance du français (ou du néerlandais) chez les enfants de familles d'origine immigrée aurait reculé à cause de la prolifération des antennes paraboliques qui permettent de capter les programmes des pays d'origine... Pour parer à cette difficulté récurrente, Felipe Van Keirsbilck n'hésite pas à prôner le jardin d'enfants obligatoire dès l'âge de trois ans...

Plus complexe, plus délicate mais sans doute plus importante encore, la question de l'adaptation de l'école, de sa prise en compte – ou plutôt de l'absence persistante de prise en compte par elle – de la culture des familles. Le rapport entre les familles – les mères peut-être plus souvent que les pères – et l'école sont difficiles. Les familles attendent beaucoup de l'école mais, par rapport à celle-ci (comme symbole de la société entière) elles sont doublement dominées : économiquement (socialement) et culturellement. Il semble bien – malheureusement – que l'école, jusqu'ici et sauf belles exceptions, ne tient compte ni de l'une ni de l'autre de ces situations de domination. D'une part, les enseignants, dans leur grande majorité, répugnent à une analyse sociologique en termes de dominants/dominés pour laquelle ils ne sont pas outillés – ce qui pose la question de leur formation – et qui leur apparaît comme un jugement moral. D'autre part, l'école n'a jamais accordé d'attention à la spécificité culturelle, toujours considérée comme un obstacle et jamais comme une richesse à exploiter. L'idée d'intégrer dans le programme scolaire des cours de langue et de culture des pays d'origine, défendue depuis longtemps par quelques personnes clairvoyantes n'a jamais trouvé un début de réalisation.

Ce sont quelques aspects d'un problème extrêmement complexe et lancinant, qui concerne à la fois les institutions et les personnes et met en cause les mentalités, les habitudes, les formations, les intérêts aussi et les passions. Sans gommer cette complexité, on voudrait cependant retenir dès maintenant l'importance de ce qu'on a pu appeler la « culture de l'encouragement » ; dans les parcours réussis de promotion sociale, on rencontre le plus souvent à un moment décisif un éducateur qui a su reconnaître les potentialités de la personne et lui ouvrir l'avenir.<sup>15</sup>

## **La ville**

La ville enfin. Nous voudrions mettre en relief sous ce titre les particularités institutionnelles de Bruxelles, Ville-Région-Capitale, qui pèsent sur son développement et contribuent à la maintenir dans son état de ville inégale, riche avec beaucoup de pauvres. D'une part, son statut même de troisième Région, Région bilingue, dans la Belgique fédérale, et la détermination de ses frontières qui l'isole de son hinterland social et économique, avec notamment pour effet qu'elle retire peu de profit de la richesse qu'elle produit. D'autre part, sa fragmentation en 19 communes, entre lesquelles il y a bien peu de solidarité et la multiplication des rouages administratifs qui rend fort difficile une politique concertée de développement.

Un petit rappel historique<sup>16</sup>: bien que située à l'intérieur de la Flandre, Bruxelles s'est de longue date « francisée », en raison surtout de son statut de capitale d'un État dont le français fut, pendant plus d'un siècle, la langue dominante, celle de l'administration et des

---

<sup>15</sup> C'est ce qui ressortait notamment du beau témoignage de Jalil BOURHIDANE, président de la JOC de Bruxelles, présenté au groupe Chrétiens solidaires.

<sup>16</sup> Voir le cahier 6 : « Organisation politique » de *Connaitre Bruxelles* (note 4).



affaires. À l'heure actuelle, les Flamands ne représentent pas 20 % de sa population. Mais les lois linguistiques de 1932, aboutissement d'un long combat du Mouvement flamand, en même temps qu'elles ont décrété l'unilinguisme administratif des Régions flamande et wallonne, ont fait de la capitale et des communes avoisinantes (alors au nombre de 15) une Région officiellement bilingue. Les limites de l'agglomération devaient dépendre du volet linguistique des recensements périodiques. Les indications de celui de 1947 entraînent le rattachement à Bruxelles de trois nouvelles communes : Berchem-Ste-Agathe, Evere et Ganshoren. Pour enrayer « la tache d'huile », les partis flamands réclament et obtiennent la fixation définitive des frontières linguistiques. Quand s'élaborent et se mettent en place, dans un long processus qui n'aboutira définitivement qu'en 1989, les institutions de la Belgique fédérale, ce sont ces 19 communes qui constituent la Région bilingue de Bruxelles-Capitale. L'exigence de la parité linguistique se reflète dans la composition du gouvernement de la Région (comme du gouvernement fédéral). Et, pour éviter un éventuel blocage des institutions en raison du petit nombre d'élus flamands au Conseil de la Région, un accord de 2001 a fixé leur nombre à 17 (pour 72 francophones). Le caractère bilingue de la Région a aussi pour conséquence que les matières dites « communautaires » relèvent de trois commissions distinctes : la VGC (Vlaamse Gemeenschapcommissie), la COCOF (Commission Communautaire Française) et la COCOM (Commission Communautaire Commune), dotées toutes trois d'une Assemblée et d'un Collège. C'est bien complexe et même compliqué mais, dans l'équilibre délicat de l'État fédéral belge, on voit mal comment on pourrait mettre en question cet édifice institutionnel et, moins que n'importe quoi, les limites artificielles de la Région.

Mais les effets en sont pesants. Le principal est sans doute le mauvais financement de la Région. Le problème du financement de Bruxelles est récurrent : il peut sembler paradoxal alors que la Région est productrice de richesse. Mais il faut tenir compte de ce qu'une étude récente appelle « le lien ténu entre activité économique et retombées fiscales pour la Région »<sup>17</sup>. Le seul impôt dont les recettes sont réparties entre les Régions est l'impôt des personnes physiques : or celui-ci est payé dans la Région où les personnes sont domiciliées et, comme nous l'avons vu, plus de la moitié des personnes qui travaillent à Bruxelles ne sont pas domiciliées dans la Région. Selon un classement des régions/provinces de l'Union européenne daté de 2007, la Région de Bruxelles-Capitale occupe la 3<sup>e</sup> place pour le Produit régional brut et rétrograde au 119<sup>e</sup> rang pour le revenu disponible par ménage, alors que le Brabant flamand et le Brabant wallon passent respectivement du 44<sup>e</sup> rang au 15<sup>e</sup> et du 77<sup>e</sup> au 40<sup>e</sup>. Cette pénurie des recettes va de pair avec un ensemble de surcoûts et de manques à gagner que la Région doit à son statut de multi-capitale et de centre d'affaires : les transports, qu'il s'agisse de l'organisation et de la gestion des transports publics ou des infrastructures routières nécessaires aux transports privés, la sécurité, les exonérations d'impôts dont jouissent les organismes internationaux, leurs employés et leurs bâtiments, l'importance des populations défavorisées (charge des CPAS), le surcoût des structures politiques et administratives, multiples et toujours bilingues, pour une entité d'un million de personnes... La « clôture » géographique et institutionnelle rend difficile la solidarité avec les autres Régions et, très directement, avec l'hinterland immédiat. S'y ajoute très certainement un élément psychologique fort : pour toutes sortes de raisons historiques, Bruxelles et les Bruxellois n'éveillent pas beaucoup de sympathie ni d'intérêt dans les deux régions du pays. Le Bruxelles riche et bourgeois est rejeté, le Bruxelles cosmopolite fait peur.

---

<sup>17</sup> *Étude pour un juste financement de la Région de Bruxelles-Capitale*. Centre d'Études régionales bruxelloises des Facultés universitaires St Louis, 2010 à consulter sur [www.briobrusseel.be/assets/onderzoekprojecten/juste\\_financement\\_bxl\\_\(2\).pdf](http://www.briobrusseel.be/assets/onderzoekprojecten/juste_financement_bxl_(2).pdf). C'est à cette étude que nous empruntons toutes les précisions de ce paragraphe.

Une autre particularité de la Ville-Région est la persistance de sa division en 19 communes. Contre les détracteurs de cette division qui regrettent la complication et le coût de ces « entités rétrogrades », ses partisans évoquent les avantages d'une gestion plus proche des habitants. La vraie question est celle de la représentativité : nous avons vu que le gouvernement de la Région capitale, pour des raisons d'équilibre fédéral, était linguistiquement paritaire, alors que la proportion de néerlandophones n'atteint pas les 20%, voire même dépasserait à peine les 5%, selon les méthodes d'estimation. La composition des Conseils communaux corrige ce déséquilibre (la plupart des Collèges ne comprennent qu'un échevin flamand sur 10 au total). Cette complexité institutionnelle n'a sans doute pas que des inconvénients ; on peut même invoquer en sa faveur le principe de subsidiarité. Mais ce peut être aussi le terrain d'affrontements, de conflits d'intérêts, d'enlisement des projets, de retards et de paralysie devant des problèmes qui demanderaient des décisions urgentes et courageuses. La division en communes tend aussi à durcir l'écart économique et social entre les différentes parties de l'espace urbain, chaque administration communale se préoccupant des intérêts de sa population propre.

Finalement la complexité institutionnelle reflète – et sans doute accentue – la fragmentation de la ville. En bien des cas, à l'intérieur même des communes, les différences sont grandes entre les quartiers : le « bas Schaerbeek » et le « haut Schaerbeek » (et on pourrait dire la même chose de toutes les communes de la première ceinture). Il faudrait évoquer ici le phénomène de la « gentrification » (du mot anglais *gentry*, « petite noblesse ») qui tend à installer au cœur de quartiers populaires des îlots de haut standing, commerces spécialisés ou résidences luxueuses. À l'intérieur même de quartiers populaires qui ont une tradition (comme les Marolles), il semblerait que la solidarité de quartier recule devant la solidarité ethnique. La fragmentation et le repli touchent le mouvement associatif lui-même. Dans son grand livre sur l'islam bruxellois, *L'iris et le croissant*, Felice Dassetto souligne l'importance du réseau associatif musulman à Bruxelles mais constate qu'il reste enfermé sur lui-même, dans une optique de « nous et eux » et que, d'ailleurs, corrélativement, les divers milieux associatifs de la société belge ne semblent pas tellement préoccupés par cette nouvelle présence<sup>18</sup>.

Au terme de ce tour d'horizon, le constat est assez sombre. Coupée artificiellement de son hinterland, profitant trop peu de la richesse qu'elle produit, lourdement obérée par sa fonction de multi-capitale et la complexité administrative qui en résulte, la ville-région peine à résoudre les graves problèmes démographiques, économiques et sociaux qui pèsent sur elle et en font un microcosme de la mondialisation dérégulée. Faut-il pour autant désespérer ?

### **Ouvertures...**

Nous ne le pensons pas. Au terme d'une réunion de « Chrétiens solidaires », l'un de nous constatait : « Et pourtant elle vit, notre capitale. Il n'y a pas de grands troubles sociaux, il y a des tas d'initiatives dans tous les domaines, à tous les niveaux, il y a des ressources énormes... » Observatoire privilégié peut-être des inégalités qui traversent notre monde, Bruxelles n'est-il pas aussi, ne peut-il devenir davantage un laboratoire privilégié de la construction d'un monde plus juste et fraternel ? Il nous paraît possible d'indiquer quelques « ouvertures », possibilités à exploiter, projets en cours, forces vives déjà à l'œuvre... Nous

---

<sup>18</sup> Felice DASSETTO, *L'iris et le croissant*. Presses Universitaires de Louvain, 2011. Partie 4,6 « Pour conclure », pp.360-365.

les évoquerons en trois points, correspondant aux trois enjeux dégagés plus haut : des travaux utiles, une éducation de qualité et « faire la ville ».

### ***Des travaux utiles...***

La nécessité de créer des emplois à Bruxelles est criante, non seulement pour diminuer le taux actuel du chômage, beaucoup plus élevé, rappelons-le, que dans les deux autres régions du pays, mais pour faire face à l'accroissement prévu de la population. Les plans et projets ne manquent pas mais ils risquent de butter durablement contre les obstacles structurels que nous avons décrits plus haut. Il nous semble pourtant que ces obstacles pourraient être, au moins partiellement, contournés si l'on était attentif à mieux tenir compte de besoins réels, voire criants de la ville et à y ajuster l'emploi. Étant donné la composition et l'évolution démographiques, la présence à la fois de nombreuses personnes âgées et d'un nombre en croissance rapide d'enfants, le secteur de l'aide aux personnes, aux deux extrémités de la vie, pourrait être un riche vivier d'emplois. À condition, bien entendu, que ces emplois puissent être vraiment des emplois de qualité, préparés par une bonne formation, équitablement rétribués, humainement gérés. Un autre secteur où la préoccupation de créer de l'emploi pourrait croiser un autre besoin criant serait la construction ou, plus encore sans doute, la rénovation et l'aménagement des logements. Il y a à Bruxelles et il devrait y avoir de plus en plus une crise du logement – beaucoup de logements insalubres, mal isolés, ne répondant pas aux normes de sécurité et de respect de l'environnement. C'est un vaste chantier potentiel dont la réalisation aurait le triple avantage de créer de l'emploi pour ceux qui y travaillent, un meilleur logement et donc des conditions de vie meilleures pour beaucoup de familles et un environnement assaini, un meilleur visage de toute la ville pour tous<sup>19</sup>.

Des initiatives de ce genre requièrent un changement de perspective : au lieu de considérer uniquement, comme c'est aujourd'hui encore le cas, les besoins du marché (l'offre), on prendrait en compte un peu plus le point de vue des travailleurs (la demande) et on chercherait à ouvrir des pistes qui satisferaient au mieux et conjointement les uns et les autres. Cette vision est celle, notamment, des Organismes d'Insertion Socio-Professionnelle et de beaucoup de travailleurs sociaux. Elle a pour elle le bon sens et on peut espérer qu'elle se fasse mieux entendre dans l'avenir.

### ***Une éducation de qualité***

La même perspective de sain réalisme devrait inspirer les efforts tellement nécessaires et réclamés de toutes parts pour réduire les profondes inégalités qui affectent encore l'enseignement et assurer à tous les enfants et les jeunes une éducation de qualité, entendant par là non seulement l'acquisition de connaissances et de capacités nécessaires à l'exercice d'une profession mais aussi une formation humaine et citoyenne. Il s'agirait de tenir compte à la fois de la réalité, si diverse, des enfants et des jeunes et de la société, si complexe, où ils devront trouver leur place – qu'ils auront à construire.

Ceci concerne au premier chef la formation des enseignants – formation première et aussi formation permanente. D'une part pour les rendre attentifs à leurs élèves « différents » : la formation devrait au moins leur donner des repères pour comprendre et

---

<sup>19</sup> C'est une suggestion de Felipe Van Keirsbilck. L'ACV (Algemene Christelijke Vakverbond) du Limbourg met déjà en œuvre un projet de ce type.

apprécier l'acquis culturel propre de leurs élèves de familles d'origine étrangère, pour éveiller en eux une curiosité positive, un accueil de la différence. À cet égard, on peut signaler ici le beau film de Jacques Borzykowski qui relate l'expérience vécue par les étudiantes d'une école normale du Brabant wallon avec les enfants d'une école des Marolles à la découverte du patrimoine<sup>20</sup>. D'autre part, pour que leur enseignement prépare les jeunes à la vie réelle, dans la société telle qu'elle est, la formation devrait intégrer une analyse critique de la société et des rapports de force qui la traversent pour qu'éveillés eux-mêmes, ils soient non seulement des communicateurs de savoirs mais des éveilleurs, des conscientiseurs, des formateurs d'êtres humains et de citoyens responsables. Les ressources ne manquent pas : on pense particulièrement à tout le travail développé depuis des années par l'association « Changements pour l'Égalité », mais il y a sans doute encore bien des pesanteurs à soulever pour que les bonnes attitudes se généralisent. Et il y aurait sans doute à réfléchir (et agir) pour une revalorisation de la profession d'enseignant.

Mais il n'y a pas que l'école. Il y a tout le réseau associatif, au premier chef les écoles de devoirs. Celles-ci ont un rôle d'appoint très important et peuvent se réjouir de résultats humains très positifs, notamment parce que s'y exerce probablement plus souvent qu'à l'école « la culture de l'encouragement ». Mais par la force des choses, ces structures d'appoint restent dans la logique des écoles, dans un rôle de suppléance et n'apportent pas ces ouvertures sur la vie réelle qui font défaut au système scolaire. Les maisons de jeunes jouent aussi un rôle positif, même si l'on peut regretter qu'elles s'en tiennent souvent à un rôle « occupationnel » : rencontres amicales, activités artistiques... Il en va de même des mouvements de jeunesse, de l'associatif « jeunes » en général : un grand foisonnement, un monde très divers mais aussi très fragmenté et guère sensibilisé ni préparé à un engagement social et citoyen. De belles exceptions – comme la JOC qui mobilise contre les violences policières<sup>21</sup> – rappellent qu'il y a là un vivier prometteur et invitent à y investir résolument.

### **Faire la ville...**

Les spécificités et les servitudes institutionnelles qui pèsent sur la Région, sur sa gouvernance et son développement sont bien connues et souvent dénoncées. Les solutions apparemment « simples » comme son extension éventuelle aux communes voisines ou la suppression de sa division en 19 communes ne sont pas politiquement possibles dans le cadre de la Belgique bilingue et fédérale. La complexité du problème n'a pas découragé les autorités régionales. Depuis 1995, des *Plans Régionaux de Développement*, dûment documentés et réfléchis se sont succédé. Le dernier, appelé *Plan Régional de Développement Durable* a été présenté à la presse le 8 février 2013. C'est un plan ambitieux qui voit large et à longue portée : il envisage l'évolution de la Région avec des perspectives à moyen (2020) et long terme (2040), qui se soucie d'intégrer la région dans un espace métropolitain plus large et, en même temps se soucie d'assurer dans chaque quartier une proximité des services. Ainsi espère-t-on répondre à six défis très correctement identifiés : ceux de l'essor démographique, de l'emploi, de la formation et de l'enseignement, de l'environnement, de la lutte contre la dualisation et la pauvreté, de la mobilité et de l'internationalisation<sup>22</sup>. Plan ambitieux qui a tout de suite été en butte à une multitude de critiques plus ou moins fondées et de réactions sceptiques. Quelles que soient les objections qu'on puisse lui faire et les difficultés concrètes que sa mise en œuvre, même partielle, pourra rencontrer, ce plan

---

<sup>20</sup> Jacques BORZYKOWSKI (réalisateur), film associatif, produit par le Centre Vidéo de Bruxelles, 2011.

<sup>21</sup> La manifestation du 10 mars 2013 a rassemblé 1.000 personnes ; celle de l'année précédente n'en avait rassemblé que 500...

<sup>22</sup> Voir notamment le site [www.picque.be](http://www.picque.be).

existe et le fait qu'il soit assumé par le gouvernement de la Région, atteste que le monde politique ne manque pas nécessairement de lucidité ni de courage...

L'avenir de Bruxelles suscite aussi des initiatives de la société civile. Nous pensons surtout à *Aula Magna*<sup>23</sup>. *Aula Magna* est une association qui rassemble des professeurs d'université, des responsables de mouvements associatifs, des dirigeants du monde socio-économique, des acteurs du secteur culturel sur « une approche de réflexion innovatrice et transversale quant à l'avenir de Bruxelles ». La caractéristique de cette association, qui met ensemble des membres des deux communautés linguistiques et de toutes les familles philosophiques et politiques est de se centrer sur le bien commun et l'essor de la ville-région, de reconnaître sa spécificité et notamment d'accepter comme une ressource sa diversité culturelle. Ses diverses activités (colloques, publications...) ouvrent des perspectives intéressantes, des idées qui peuvent faire leur chemin... Elle a le mérite d'apporter une vision d'ensemble : elle n'est peut-être pas encore assez en prise avec le terrain, les acteurs sociaux, le monde associatif... Car, « sur le terrain » et depuis longtemps, les prises de conscience et les initiatives citoyennes ne manquent pas. Nous n'allons pas en faire un catalogue. Mais comme très significatif échantillon, si l'on ose dire, de cette ouverture, on voudrait énumérer ici les associations ou organismes dont les représentants ont nourri la réflexion de notre groupe « Chrétiens solidaires » : la JOC, « Changements pour l'Égalité », la CSC, la FEBISP (Fédération Bruxelloise d'Insertion Socio-professionnelle), le CRACS (Centre Régional d'Appui à la Cohésion sociale). Ils nous ont tracé un tableau sans concession de la réalité mais tous abordent celle-ci avec autant de résolution que de lucidité, dans une approche qui en appelle à la ressource humaine pour reconstruire la société.

C'est par la résistance à la base – la résilience – des personnes et des groupes qui ne baissent pas la tête, par la prise de conscience progressive et les initiatives de militants conscientisés, par les rencontres, les réflexions et les recherches menées en commun et mettant ensemble les divers acteurs de la société civile, par le relais d'hommes politiques lucides que peu à peu Bruxelles peut devenir, du reflet (et observatoire) qu'elle est aujourd'hui de la mondialisation brutale et désordonnée, le laboratoire d'une mondialisation juste et solidaire. C'est entre nos mains...

**Jean Marie Faux**  
**Centre Avec**

---

<sup>23</sup> <http://www.aula-magna.eu/Home.html>